

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 27 JUIN 2022

Le 27 juin 2022 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et M. LAURANT, MACE-BARBIER, BLANKE

Collège B

M^{mes} et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, COSTA (départ à 16h50), LUNARDELLI (départ à 17h05), WENZEL (départ à 16h45)

Collège BIATSS

M^{me} et M. ANDRE, BERRAG (départ à 17h45)

Collège ÉTUDIANT

-

Collège PERSONNALITES EXTERIEURES

M^{me} et M. GAGNIARD (Ville d'Avignon) (départ à 17h05), NABOT (Centre de recherche INRAE PACA) (départ à 17h20)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO (procuration à M^{me} MACE-BARBIER), DURAND (procuration à M. COSTA), BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE), SANTONI (procuration à M. PRISO-ESSAWE), GONTARD (procuration à M^{me} GAGNIARD), REBMEISTER (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. LEFEVRE, GIMELLO-MESPLOMB, GOMES, MANDON, LOPEZ, OUAMOUNO, LANGARD, BISSIERE, FAURE, CAILLE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère sûreté et ingénierie des risques (CSIR/FSD)

M. AUMONT, Ingénieur développement économique, partenariat, relations entreprises à la Direction d'appui à la recherche et à l'innovation

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} GALNON, Directrice de la communication

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M^{me} ROSIER, Directrice de cabinet

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 27 juin 2022**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :
 - 2.1 Réunion du 17 mai 2022
 - 2.2 Réunion du 10 juin 2022
3. Mise en place de la zone à régime restrictif de l'UMR 408 « Sécurité et qualité des produits d'origine végétale » (SQPOV) à l'équipe « Eco-extraction de produits naturels » (GREEN) (pour information)
4. Villa Créative :
 - 4.1 Approbation des statuts constitutifs révisés de la SAS VILLA IMMO SUR
 - 4.2 Approbation du pacte d'actionnaires de la SAS VILLA IMMO SUR
 - 4.3 Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur le site Pasteur, entre Avignon Université et la SAS VILLA IMMO SUR
5. Affaires financières :
 - 5.1 Nomination du commissaire aux comptes et du commissaire aux comptes suppléant de l'établissement et de la Fondation universitaire (exercices comptables 2022 à 2027)
 - 5.2 Adoption de la politique de l'établissement relative au recouvrement et aux seuils de poursuites
 - 5.3 Approbation de la politique tarifaire du Service de la formation tout au long de la vie
 - 5.4 EUR IMPLANTEUS : augmentation du nombre de bourses d'excellence internationale allouées dans le cadre du master international en Agrosciences (IMAS) à compter de l'année universitaire 2022-2023
6. Ressources humaines :
 - 6.1 Prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des enseignants du 2nd degré : approbation du référentiel des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 6.2 Prime de charges administratives (PCA) :
 - Actualisation de la liste des fonctions éligibles pour direction d'unité de recherche et responsabilité de projet de recherche au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - Approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2022-2023 (enseignants du 2nd degré)
 - 6.3 Mise en place du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) :
 - Approbation des lignes directrices de gestion
 - Approbation de la liste des fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 6.4 Mise en œuvre des équivalences horaires de service (EQS)
 - 6.5 Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : revalorisation de certains groupes éligibles par le transfert de l'enveloppe budgétaire relative à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) vers l'enveloppe IFSE
7. Formation et vie étudiante :
 - 7.1 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 7.2 Création de « diplômes d'université englobants » dans le cadre des master cursus en ingénierie (CMI) à compter de l'année universitaire 2022-2023
 - 7.3 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2022-2023

- 7.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année universitaire 2022-2023 (1^{ère} vague)
- 8. Affaires institutionnelles :
 - 8.1 Changement de nom du Laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC)
 - 8.2 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 31 mai 2022)
 - 8.3 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2022-2023
- 9. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 13

Membres suppléés : 6

Membres absents et non suppléés : 10

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :

2.1 Réunion du 17 mai 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (trois abstentions)

2.2 Réunion du 10 juin 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)

3. Mise en place de la zone à régime restrictif de l'UMR 408 « Sécurité et qualité des produits d'origine végétale » (SQPOV) à l'équipe « Eco-extraction de produits naturels » (GREEN) (pour information)

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4. Villa Créative :

4.1 Approbation des statuts constitutifs révisés de la SAS VILLA IMMO SUR

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

4.2 Approbation du pacte d'actionnaires de la SAS VILLA IMMO SUR

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

4.3 Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur le site Pasteur, entre Avignon Université et la SAS VILLA IMMO SUR

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

5. Affaires financières :

5.1 Nomination du commissaire aux comptes et du commissaire aux comptes suppléant de l'établissement et de la Fondation universitaire (exercices comptables 2022 à 2027)

⇒ Vote du Conseil d'administration : nomination du Cabinet KPMG en qualité de commissaire aux comptes et du Cabinet SALUSTRO REYDEL en qualité de commissaire aux comptes suppléant à l'unanimité

5.2 Adoption de la politique de l'établissement relative au recouvrement et aux seuils de poursuites

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.3 Approbation de la politique tarifaire du Service de la formation tout au long de la vie

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.4 EUR IMPLANTEUS : augmentation du nombre de bourses d'excellence internationale allouées dans le cadre du master international en Agrosciences (IMAS) à compter de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Ressources humaines :

6.1 Prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des enseignants du 2nd degré : approbation du référentiel des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Prime de charges administratives (PCA) :

- **Actualisation de la liste des fonctions éligibles pour direction d'unité de recherche et responsabilité de projet de recherche au titre de l'année universitaire 2021-2022**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- **Approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2022-2023 (enseignants du 2nd degré)**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

6.3 Mise en place du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) :

- **Approbation des lignes directrices de gestion**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- **Approbation de la liste des fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année universitaire 2022-2023**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.4 Mise en œuvre des équivalences horaires de service (EQS)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.5 Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : revalorisation de certains groupes éligibles par le transfert de l'enveloppe budgétaire relative à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) vers l'enveloppe IFSE

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Formation et vie étudiante :

7.1 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Création de « diplômes d'université englobants » dans le cadre des master cursus en ingénierie (CMI) à compter de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.3 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année universitaire 2022-2023 (1^{ère} vague)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Affaires institutionnelles :

8.1 Changement de nom du Laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8.2 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 31 mai 2022)

⇒ Pour information du Conseil d'administration

8.3 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Pour information du Conseil d'administration

9. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Point de situation covid-19 : cette année universitaire a été marquée par un retour progressif à la normale, tant en matière d'organisation des enseignements que d'organisation du travail des personnels. Le nombre d'événements scientifiques accueillis au sein de l'établissement en cette fin d'année universitaire est assez conséquent.

Mise en œuvre de la réforme du *bachelor* universitaire de technologie (BUT) : l'établissement a fait part au Ministère des difficultés rencontrées par l'Institut universitaire de technologie (IUT) d'Avignon dans la mise en œuvre de la réforme des BUT. Par courrier officiel du 20 juin 2022, la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) a indiqué solliciter des moyens supplémentaires sur le programme 150 pour accompagner l'IUT d'Avignon dans le déploiement de cette réforme. Le montant des moyens alloués à ce titre reste à préciser.

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :

2.1 Réunion du 17 mai 2022

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 17 mai 2022 (cf. *annexe point 2.1*).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (trois abstentions)**

2.2 Réunion du 10 juin 2022

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 10 juin 2022 (cf. *annexe point 2.2*).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)**

3. Mise en place de la zone à régime restrictif de l'UMR 408 « Sécurité et qualité des produits d'origine végétale » (SQPOV) à l'équipe « Eco-extraction de produits naturels » (GREEN) (pour information)

Prenant la parole, Monsieur Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), invite Madame Andrzejewski, Conseillère sûreté et ingénierie des risques (CSIR/FSD) à présenter ce point.

La création d'une zone à régime restrictif (ZRR) s'inscrit dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST). La PPST s'applique à des technologies sensibles du domaine industriel, des connaissances et des résultats de la recherche qui sont considérés comme un bien exclusif de la communauté nationale. Elle vise à protéger l'accès aux savoirs, savoir-faire et technologies innovantes afin de limiter les risques de captation induite des travaux de recherche dans les secteurs de recherche protégés, elle assure la préservation de l'innovation et la compétitivité économique nationale.

L'unité mixte de recherche SQPOV (UMR 408) est une unité sous cotutelle Avignon Université/Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Elle est implantée géographiquement sur les sites du Centre de recherche INRAE PACA et d'Agrosciences. Elle est composée de quatre équipes de recherche et contribue à reconcevoir, dans une optique d'alimentation durable, les procédés pour les fruits et légumes transformés. Ses activités entrent directement dans ce qui compose un enjeu de souveraineté nationale en matière de défense économique.

La création de la ZRR de l'UMR SQPOV répond à une évaluation ministérielle datant de 2019 qui a abouti à une cotation de l'unité impliquant le classement en ZRR. En mars 2022, le MESRI a demandé aux Fonctionnaires de sécurité et de défense (FSD) de l'INRAE et d'Avignon Université de préparer le classement en ZRR de l'UMR.

En concertation avec l'INRAE, il a été décidé d'organiser un passage en ZRR de l'UMR SQPOV de manière séquentielle, équipe par équipe. L'équipe GREEN est la première impactée. Le responsable d'équipe sera nommé responsable de la ZRR dès réception de l'arrêté ministériel. La responsabilité de l'administration de la ZRR sera partagée entre les FSD de l'INRAE et de l'université. Le FSD d'Avignon Université aura en charge la gestion des autorisations d'accès permanent, réalisera les contrôles du registre de sécurité, les incidents éventuels de la ZRR et la préparation des visites dites sensibles, en relation permanente avec le FSD de l'INRAE.

Le dépôt de la demande de classement en ZRR de l'équipe GREEN interviendra en juillet 2022 pour une mise en œuvre dès la rentrée de septembre. Peu de locaux sont concernés sur le site d'Agrosciences. La création de la ZRR impactera l'accès virtuel et physique du laboratoire. Une vingtaine de personnes sont concernées.

(cf. annexes point 3).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil.

Monsieur Berrag s'étonne que l'établissement ait reçu une injonction ministérielle, le classement en ZRR relevant d'une recommandation faite au chef d'établissement. Par ailleurs, tous les travaux de recherche ont vocation à être publiés, la valorisation de la recherche implique de lever les contraintes imposées aux chercheurs. La création de cette ZRR va faire peser des contraintes supplémentaires sur le fonctionnement du laboratoire et impacter le mode de fonctionnement des services appelés à travailler sur la zone ou à interagir avec l'équipe GREEN. Compte tenu de ce qui précède, le Comité technique (CT) de l'établissement aurait dû être consulté préalablement.

Prenant la parole, le VP CA précise que ce dossier a été présenté en Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'université le 14 juin dernier et sera présenté au cours du CT programmé à la rentrée universitaire.

Il rappelle qu'une ZRR existe déjà au sein de l'établissement, la ZRR du Laboratoire informatique d'Avignon (LIA). Depuis sa création, l'activité scientifique du LIA n'a pas décliné pour autant.

Il invite la CSIR/FSD à apporter toutes précisions complémentaires.

Madame Andrzejewski indique que la création de cette ZRR participe du développement de l'équipe GREEN car elle va permettre de garantir le niveau de sécurité requis à ses partenariats avec certains industriels français et européens. Cette démarche n'a pas été contrainte, elle a été faite sur une demande et une évaluation à laquelle a répondu l'INRAE. L'injonction avait vocation à enclencher le processus de création. Pour conclure, la CSIR/FSD précise qu'il existe à ce jour 1 000 ZRR en France dont 60 % concernent l'enseignement supérieur, 127 ZRR sont en cours de création. Selon un récent bilan du Haut Fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS), le déploiement des ZRR n'a pas obéré en quoi que ce soit l'efficacité de la recherche française. Une ZRR n'empêche pas un enseignant-chercheur de publier ses travaux de recherche, elle pose un cadre juridique pour l'accès à un laboratoire classé et pour l'utilisation de données qui appartiennent à la recherche française.

Prenant la parole, le Président précise que le classement en ZRR impacte des laboratoires qui développent une recherche visible à l'échelle nationale et internationale et à forte valeur économique. Le responsable de l'équipe GREEN est l'un des trois chercheurs français les plus lus et les plus cités dans le monde dans son champ disciplinaire. La création de cette ZRR traduit de manière indirecte une forme de reconnaissance du laboratoire dont l'établissement ne peut que se réjouir.

Sur cette thématique, le Président invite les membres du Conseil à prendre connaissance du rapport d'information du Sénat de septembre 2021 portant sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences.

De manière plus globale, ce débat pose la question de la place de la recherche française dans le monde. C'est dans ce contexte-là qu'il convient d'appréhender ces mesures de PPST. Les contraintes pour les collègues et pour l'accueil d'extérieurs dans les laboratoires classés en ZRR s'aménagent en bonne intelligence et ne posent aujourd'hui pas de difficulté majeure.

Monsieur Nabot précise que la demande de création de la ZRR de l'UMR SQPOV remonte à trois ans. La crise du covid-19 a ralenti le processus. Le courrier du Ministère avait simplement vocation à réamorcer la démarche mais n'implique pas de changement réel dans le traitement de ce dossier.

Monsieur Berrag prend note de ces éléments de réponse. Il souligne la nécessité d'informer les personnels et les usagers et de mettre en conformité le règlement intérieur de l'établissement.

Le VP CA indique que les règles entourant la création de cette ZRR seront adaptées comme cela a été fait pour le passage en ZRR du LIA. Ces règles relèvent notamment du code pénal et ont vocation à s'appliquer, que le règlement intérieur de l'établissement les prévoit ou non. En tout état de cause, le règlement intérieur de l'université a vocation à terme à être amendé. Les personnes impactées ont d'ores et déjà été informées et ont été accompagnées tout au long de ce processus. Des temps de discussions et de concertations ont eu lieu avec les équipes concernées.

Pour compléter, la CSIR/FSD précise les laboratoires classés en ZRR n'étaient déjà pas en libre accès avant la création de ces zones. L'ensemble des services support ont tous reçu une information et une formation de sensibilisation à l'accès en ZRR. Des panneaux normalisés sont affichés aux entrées et dans tous les espaces libres de la ZRR.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4. Villa Créative :

En séance du 14 décembre 2021, le CA a approuvé le dossier d'engagement final à l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR) et les statuts constitutifs de la SAS VILLA IMMO SUR. Conformément à la procédure prévue par l'article R. 711-11 du code de l'éducation, la délibération du Conseil portant adoption de ces statuts a été transmise au Recteur de région académique, Chancelier des universités, et au Directeur régional des finances publiques (DRFIP) pour approbation.

Suite à leur approbation tacite, le CA est invité à se prononcer sur les statuts constitutifs révisés de la SAS VILLA IMMO SUR, le pacte d'actionnaires et la convention d'occupation temporaire (COT) du domaine public portant sur le site Pasteur, documents ayant fait l'objet d'un premier examen par le Conseil en décembre dernier.

Le VP CA invite Madame Rosier, Directrice de cabinet, à présenter les avancées de ce dossier.

Le projet de Villa Créative a été initié en septembre 2018. Le dépôt de la candidature à l'AMI SUR est intervenu en juin 2020 et l'entrée en vivier en août 2020. Dès lors, Avignon Université a été accompagnée par l'Etat, le Cabinet EY et le Cabinet D4 Avocats pour construire le modèle économique et le modèle juridique de la Villa Créative. La sélection de l'investisseur exploitant est intervenue en septembre 2021, s'en est suivie une phase de négociations entre l'investisseur et l'université. La présentation du projet au Comité d'engagement SUR a eu lieu en décembre 2021. Ce comité d'engagement a validé le dossier de la Villa Créative, sa structuration juridique et économique et a formulé trois réserves : la nécessité d'obtenir une garantie d'une collectivité ainsi qu'une garantie bancaire, des statuts constitutifs, un pacte d'actionnaires et une COT finalisés, et enfin une durée étendue pour la mise à disposition du site Pasteur.

Ces trois réserves ayant été levées, l'université a poursuivi ses négociations avec la société Etic, futur actionnaire et exploitant, et l'Etat pour finaliser ces trois documents.

Madame Rosier rappelle la structuration juridique du projet de Villa Créative (*cf. diaporama de présentation – p. 3 à 6*).

Suite à la phase de levée des réserves et les négociations qui ont suivi, il a été décidé de faire évoluer les statuts constitutifs de la SAS VILLA IMMO SUR afin de renforcer la gouvernance. La présidence de la SAS sera assumée par l'université, la direction générale sera recrutée par cette présidence, sur les conseils d'Etic (*cf. article 14 des statuts*). Il a semblé en effet important de confier un contrôle et une responsabilité forte à l'université dans la gouvernance de cette SAS.

Madame Rosier présente le nouvel organigramme de la SAS et la composition du Conseil stratégique, organe de dialogue entre la Villa Créative adossée à l'université et la SAS VILLA IMMO SUR (*cf. diaporama de présentation – p. 9 et 10*).

En ce qui concerne le pacte d'actionnaires, Madame Rosier présente le modèle économique : la ventilation de fonds publics et privés mobilisés pour couvrir le besoin de financement, la répartition du capital de la SAS, la clause de liquidité qui organise le retrait de l'Etat de l'actionariat d'ici dix ans (*cf. diaporama de présentation – p. 11 à 14*).

La COT prévoit la mise à disposition du site Pasteur jusqu'en 2049, contre versement d'une redevance double : une redevance fixe de 10k€ annuels et une redevance variable en fonction de l'excédent brut d'exploitation (*cf. diaporama de présentation – p. 15 à 17*).

La Villa Créative commence d'ores et déjà à se dupliquer et à s'essaimer, en interne tout d'abord avec une réflexion engagée sur la création d'une Villa Naturalité dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (CPER).

Avignon Université est devenue le démonstrateur d'un nouveau modèle qui lui permet la mise en valeur de bâtiments patrimoniaux au cœur de la Ville, de se doter d'un instrument pour développer ses ressources propres tout en rationalisant ses dépenses, d'utiliser la porosité de l'université avec la Ville pour permettre à celle-ci et aux acteurs majeurs du territoire de bénéficier dans le centre historique d'équipements collectifs de qualité, de développer son rayonnement et créer de nombreuses externalités positives, de valoriser un patrimoine grâce à une forme innovante de partenariat public/privé.

(*cf. annexes points 4.1 à 4.3 & diaporama de présentation*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Wenzel demande ce qu'il adviendrait d'une part si le projet ne fonctionnait pas (pas de retour sur investissement), d'autre part si les actionnaires se retiraient. Par ailleurs, il s'interroge sur les possibilités d'actions en cas d'inefficacité de la personne en charge de la direction générale de la SAS.

Sur le dernier point, Madame Rosier indique le directeur général est un salarié de droit privé, recruté en contrat à durée indéterminée. Si le directeur général ne remplit pas les exigences qu'a la SAS, il pourra être licencié. Elle confirme par ailleurs que ce directeur sera placé sous l'autorité du président de l'université, avec un lien hiérarchique, mais non rattaché à l'université.

En ce qui concerne l'éventuel retrait des actionnaires, le pacte prévoit plusieurs dispositifs qui permettent à l'établissement d'une part de s'assurer que la SAS perdure durant les premières années du projet, et d'autre part de se sécuriser face aux différents scénarios possibles qui ont d'ores et déjà été envisagés.

Prenant la parole, Maître Burel du Cabinet D4 Avocats indique que l'Etat s'est engagé à prendre part à l'actionnariat pendant une durée de dix ans. Si Etic décidait de se retirer, soit la SAS rachète ses parts et trouve à la remplacer par un autre actionnaire privé, soit Avignon Université rachète les parts d'Etic et favorise son remplacement par l'entrée au capital d'une nouvelle société. Si Etic décide de partir volontairement, elle récupérera le capital qu'elle aura investi sans percevoir les 5 % de rémunération sur sa participation.

Pour compléter, Monsieur Bonnary du Cabinet EY précise que l'hypothèse la plus probable en cas de départ d'Etic est que cette dernière décide de revendre ses actions à d'autres investisseurs. Dans ce cas-là, l'université aura la priorité pour le rachat.

Enfin, sur la question du retour sur investissement, Madame Rosier rappelle que le dispositif de la SUR a vocation à permettre d'exercer des missions de service public par un actionnariat public/privé. La recherche de bénéfices se porte à hauteur de 5 % comme imposé par l'Etat mais sans impératif ni exigence de bénéfices plus élevés.

A ce stade, 75 % des espaces sont d'ores et déjà loués avec des baux de longue durée. 25 % restent disponibles pour permettre d'animer l'écosystème et d'accueillir des partenaires de manière ponctuelle.

Prenant la parole, Monsieur Bonnary précise que le travail réalisé en amont du lancement de la SAS a permis de sécuriser les locataires et de renforcer ainsi le modèle économique de la SUR.

A l'issue des échanges, le VP CA invite les membres du CA à délibérer.

4.1 Approbation des statuts constitutifs révisés de la SAS VILLA IMMO SUR

Il soumet les statuts constitutifs révisés de la SAS VILLA IMMO SUR au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.2 Approbation du pacte d'actionnaires de la SAS VILLA IMMO SUR

Il soumet le pacte d'actionnaires de la SAS VILLA IMMO SUR au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.3 Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur le site Pasteur, entre Avignon Université et la SAS VILLA IMMO SUR

Il soumet la COT portant sur le site Pasteur au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

Prenant la parole, le Président remercie l'ensemble des contributeurs à ce projet. Les ressources que l'activité de la SUR Villa Créative va générer permettront de financer la valorisation et l'animation du site Pasteur. Sans la SUR, l'université aurait été contrainte de rendre le site à l'Etat, à défaut des moyens nécessaires pour l'entretien et l'animation de ce lieu.

Pour conclure, Madame Rosier indique que la pose symbolique de la première pierre interviendra le 12 juillet prochain. Cet événement sera couplé avec le premier forum de l'inclusion économique dans la culture et les industries créatives porté par l'AFDAS, Libération et *News Tank*. La signature de la SUR interviendra prochainement et sera suivie du dépôt des statuts constitutifs de la SAS.

5. Affaires financières :

5.1 Nomination du commissaire aux comptes et du commissaire aux comptes suppléant de l'établissement et de la Fondation universitaire (exercices comptables 2022 à 2027)

Le VP CA invite Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, à présenter ce point.

Depuis le passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE), l'université a l'obligation de voir ses comptes et ceux de la Fondation certifiés.

L'établissement adhère à un accord-cadre AMUE relatif à la certification des comptes des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et missions connexes. Dans ce cadre, cinq attributaires ont été sélectionnés. Cinq candidats ont répondu à l'appel d'offres et seulement trois ont fait une proposition de prix.

Après examen des offres avec la cellule marchés et au vu des critères énoncés dans l'accord-cadre AMUE, il ressort que le Cabinet KPMG a été le mieux disant pour un montant de 18,4K€ HT annuels.

Monsieur Guintoli indique que le Conseil de gestion de la Fondation universitaire a lui aussi émis un avis favorable à la nomination du Cabinet KPMG en qualité de commissaire aux comptes et du Cabinet SALUSTRO REYDEL en qualité de commissaire aux comptes suppléant de la Fondation, en sa séance du 15 juin dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la nomination du Cabinet KPMG et du Cabinet SALUSTRO REYDEL respectivement en qualité de commissaire aux comptes et de commissaire aux comptes suppléant pour les exercices comptables 2022 à 2027 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : nomination du Cabinet KPMG en qualité de commissaire aux comptes et du Cabinet SALUSTRO REYDEL en qualité de commissaire aux comptes suppléant à l'unanimité**

5.2 Adoption de la politique de l'établissement relative au recouvrement et aux seuils de poursuites

La définition d'une politique d'établissement relative au recouvrement et aux seuils de poursuites vise à renforcer l'efficacité de la chaîne de recouvrement en proportionnant l'action du comptable aux enjeux des créances de l'université.

L'Agent comptable présente les éléments contextuels, rappelle le déroulement de la chaîne de la recette et du recouvrement et propose la fixation de seuils d'engagement de poursuites contentieuses et de seuils de présentation des créances non recouvrées en non-valeur (*cf. annexe point 5.2*).

Cette nouvelle politique s'inscrit dans la réforme de la responsabilité du gestionnaire public avec l'imbrication de plus en plus importante entre l'ordonnateur et le comptable sur les chaînes de dépense et de recette.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag demande si les frais à la charge de l'établissement en cas de recours sont pris en compte dans les prévisions.

L'Agent comptable précise que les titres de recettes qui sont émis ont force exécutoire. Les frais associés à d'éventuels recours ne peuvent pas être anticipés. Si une personne s'oppose à un titre de recette, elle prend contact avec l'Agent comptable et tout est mis en œuvre pour éviter un contentieux. S'il y a un doute sur le recouvrement d'une créance, l'Agent comptable va pouvoir techniquement apprécier la dépréciation de la créance. Si l'établissement était amené à devoir décaisser une somme par rapport à un contentieux, cette somme serait provisionnée dans les comptes de l'université afin de neutraliser la charge que cela représenterait dans ses comptes.

Madame Blanke demande si le seuil des 5k€ pour la compétence du CA en matière d'admission en non-valeur est toujours maintenu.

Monsieur Guintoli le confirme, s'agissant ici de traiter la gestion des actes de poursuites.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet cette politique au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.3 Approbation de la politique tarifaire du Service de la formation tout au long de la vie

Le VP CA invite Monsieur Fabien Monnet, Directeur du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV), à présenter ce point.

Cette politique tarifaire vise à fixer un cadre harmonisé et coordonné pour l'ensemble des tarifs concernant les formations accueillant des publics relevant du statut de stagiaire de la formation professionnelle et à garantir l'équilibre financier des actions de formation continue et d'alternance.

Monsieur Monnet rappelle le cadre réglementaire relatif à la formation professionnelle, les publics concernés et les différentes prestations de formation continue proposées par l'université.

Trois formes de facturation coexistent selon qu'elles concernent les contrats d'apprentissage, les contrats de professionnalisation ou d'autres dispositifs de financement (compte personnel de formation, projet de transition professionnelle, plan de développement des compétences...).

Le Centre de formation d'apprentis (CFA) Epure Méditerranée est chargé de gérer les contrats d'apprentissage et de recouvrer les coûts contrats auprès de France Compétences.

Il est proposé de transférer la gestion des contrats de professionnalisation au CFA Epure Méditerranée à compter de la rentrée 2022, à l'instar de ce qui se fait à Aix-Marseille Université (AMU), à l'Université Côte d'Azur (UCA) et à l'Université de Toulon. Pour prendre en charge la gestion des inscriptions, le suivi de ces contrats et l'ensemble de la facturation, le CFA facture 300 € sur le coût contrat. Cela permettra notamment d'orienter notre vue sur les levées de fonds auprès du CFA.

Monsieur Monnet présente ensuite les différents tarifs applicables, qu'il s'agisse des tarifs dits PECOFI ou non PECOFI, des tarifs uniques « Pôle Emploi » ou des tarifs seuils applicables aux publics en reprise d'études, et propose de clarifier les modalités de mise en œuvre de la facturation par le SFTLV en cas de reste à charge lors de la prise en charge partielle d'un organisme financeur ou lors de l'application d'un tarif non PECOFI pour les formations portées par le SFTLV pour les composantes.

Il présente enfin les modalités d'accompagnement proposées aux apprentis en cas d'absence de contrat en début de formation ou de rupture de contrat d'alternance.

En ce qui concerne les levées de fonds au CFA Epure Méditerranée, afin de couvrir les coûts complets des formations portées par l'établissement et dans le cadre de la justification des coûts contrats, il est proposé que les levées de fonds liées à une formation en alternance enregistrée au CFA soient réalisées non plus par les responsables de formation mais par le directeur du SFTLV après information de ceux-ci.

La politique tarifaire du SFTLV a recueilli l'avis favorable du Conseil de gestion du service en sa séance du 19 mai 2022.

(cf. annexe point 5.3).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Costa demande quel tarif a vocation à être appliqué à un étudiant en reprise d'études qui ne souhaite pas bénéficier d'une prestation d'accompagnement du SFTLV, et devrait donc a priori relever de la formation initiale.

Monsieur Monnet indique que certains étudiants en reprise d'études ont acquis des droits à la formation qu'ils peuvent mobiliser pour financer leur formation mais bien souvent ces droits ne sont pas suffisants pour couvrir intégralement le tarif individuel applicable. Aussi, il a été proposé de créer un tarif seuil qui permet d'étudier et d'instruire l'ensemble du dossier financier préalablement.

Monsieur Costa alerte sur le fait qu'un étudiant en reprise d'études qui refuserait la prestation d'ingénierie proposée par le SFTLV devrait relever de la formation initiale et donc s'acquitter uniquement des droits nationaux au diplôme et non du tarif seuil.

Prenant la parole, le Président indique qu'au-delà du droit, cela amène à s'interroger sur le sens des choses. Un étudiant en reprise d'études qui ne demande aucun accompagnement spécifique devrait-il payer plus cher qu'un néo-bachelier qui intégrerait la même formation ? Y-a-t-il un sens au fait de faire une discrimination en fonction de l'âge alors même que la continuité du baccalauréat aux études supérieures devient de plus en plus floue et est un des principaux facteurs d'échec en France.

Le VP CA précise que ces publics en reprise d'études qui ne souhaitent pas bénéficier d'une prestation spécifique devront s'acquitter uniquement des droits nationaux au diplôme auprès de la Direction des études et de la scolarité (DES). Le tarif seuil a vocation à s'appliquer uniquement aux étudiants en reprise d'études qui bénéficieraient d'un accompagnement du SFTLV.

Pour compléter, le Directeur du SFTLV indique qu'outre les recherches de financement, l'accompagnement du SFTLV consiste à apporter des informations aux étudiants en formation continue, sur leur statut notamment, mais également sur la possibilité de réaliser une validation d'acquis personnels et professionnels (VAPP) ou de bénéficier d'un aménagement des unités d'enseignement.

Le Président interroge le Directeur du SFTLV sur le nombre de VAPP et de validation des acquis de l'expérience (VAE) délivrées chaque année.

Madame Stéphanie Creveuil, Responsable de la validation des acquis au sein du SFTLV, indique que le service délivre une trentaine de VAPP par an. Le dispositif de VAE est également mis en œuvre au sein de l'établissement, notamment dans le cadre de la licence professionnelle « Métiers de la GRH – ingénierie, conseil et animation de formation » (LP ICAF).

Pour conclure cet échange sur la validation des acquis, le Président indique qu'un récent rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) pointe la sous-exploitation des dispositifs de reconnaissance d'équivalences en France. Cela pose la question plus globale de l'accueil de tous les publics au sein des universités françaises.

Prenant la parole, Monsieur Berrag demande des précisions sur les modalités de fixation du tarif seuil.

Monsieur Monnet indique que le tarif seuil a été quantifié à la lumière des prestations proposées. Il ne s'agit pas simplement d'une information apportée aux étudiants mais d'un accompagnement individualisé, sur le volet administratif de type fourniture d'attestations de présence, d'attestations de formation, mais également en matière de recherche de financements ou de validation des acquis par exemple, le tout ayant été évalué à 17 heures de travail d'ingénierie et de suivi par le SFTLV et qui déclenche 12 heures de travail pour les différents services de l'établissement.

A l'issue des échanges, le VP CA confirme que l'application du tarif seuil aux publics en reprise d'études n'intervient qu'à partir du moment où, après étude du dossier, l'étudiant est considéré comme relevant de la formation continue et bénéficiant d'un accompagnement spécifique. A défaut, l'étudiant s'acquittera uniquement des droits nationaux du diplôme. Cette précision sera apportée dans le document de cadrage de la politique tarifaire du SFTLV.

Sous cette réserve, le VP CA soumet cette politique tarifaire au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.4 EUR IMPLANTEUS : augmentation du nombre de bourses d'excellence internationale allouées dans le cadre du master international en Agrosciences (IMAS) à compter de l'année universitaire 2022-2023

Le 29 juin 2021, le CA a approuvé la création du dispositif de bourses d'excellence internationale IMAS IMPLANTEUS (cf. *délibération n°CA-2021-065*).

Compte tenu du succès de ce dispositif et de la disponibilité des fonds, l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS souhaite augmenter le nombre de bourses allouées pour le porter à dix par an contre six prévues initialement, masters 1 et 2 confondus, pour un budget de 60 k€ annuels contre 36 k€ l'année dernière (montant des bourses inchangé).

(cf. *annexes point 5.4*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette modification du dispositif au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Ressources humaines :

Dans le cadre du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC), la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et la prime pour charges administratives (PCA) sont remplacées par le volet fonctionnel de l'indemnité des EC. Ce nouveau régime s'applique uniquement aux EC et non aux enseignants. Aussi, deux régimes vont cohabiter, le précédent se poursuit pour les enseignants (*points 6.1 et 6.2*), le nouveau régime ne concernant que les EC (*point 6.3*). La PRP ayant été supprimée pour les EC, il a été décidé de mettre en place une équivalence horaire de service qui permet d'intégrer les heures de responsabilités pédagogiques dans le service des EC de façon à ce que l'équivalent sorti du service soit rémunéré en heures complémentaires (*point 6.4*).

6.1 Prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des enseignants du 2nd degré : approbation du référentiel des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2022-2023

Le référentiel des UFR, de l'IUT et du SFTLV pour 2022-2023 n'a que peu évolué depuis l'année dernière.

Le référentiel des UFR prévoit la création d'une responsabilité du parcours entrepreneuriat en licence, parcours qui était jusqu'alors sous la forme d'un diplôme d'université. Par ailleurs, le suivi de stages de moins de deux mois ou de stages au sein de l'établissement ne fait plus l'objet de rétribution.

Les changements apportés au référentiel de l'IUT relèvent de la mise en œuvre de la réforme des BUT.

Aucun changement n'est à noter en ce qui concerne le référentiel du SFTLV.

(cf. *annexes point 6.1*).

Ces trois référentiels ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU et du CT respectivement les 16 et 21 juin 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ces trois référentiels au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Prime de charges administratives (PCA) :

- **Actualisation de la liste des fonctions éligibles pour direction d'unité de recherche et responsabilité de projet de recherche au titre de l'année universitaire 2021-2022**

L'actualisation de la liste des fonctions éligibles pour direction d'unité porte sur la fonction de la direction du Centre Norbert Elias, transformée en direction adjointe. Cette modification impacte le volume horaire associé.

La liste des fonctions éligibles pour responsabilité de projet de recherche a été actualisée compte tenu de la signature des différents contrats de recherche.

(cf. annexe point 6.2).

Le CT a émis un avis favorable à l'unanimité en sa séance du 21 juin 2022.

Ce point ne soulevant pas d'observation, le VP CA soumet cette liste actualisée au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- **Approbation de la liste des fonctions éligibles au titre de l'année universitaire 2022-2023 (enseignants du 2nd degré)**

Trois nouvelles fonctions sont envisagées à partir de l'année prochaine : une vice-présidence déléguée à la transition environnementale avec un montant maximum d'attribution de 7,5k€, une mission de coordination du service de santé universitaire (SSU) et une mission de coordination politique Université/Fondation avec un montant maximum d'attribution de 2,5k€.

(cf. annexes point 6.2).

La liste des fonctions éligibles à la PCA pour 2022-2023 a recueilli l'avis favorable du CT en sa séance du 21 juin 2022.

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA soumet cette liste au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

6.3 Mise en place du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) :

Le VP CA invite Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA), à présenter ces points.

Le DRH présente le nouveau dispositif indemnitaire des EC ayant vocation à remplacer les anciens dispositifs. Il présente le cadre réglementaire, les trois composantes du RIPEC (indemnité statutaire C1, indemnité fonctionnelle C2 et prime individuelle C3), le niveau de dépenses et le nombre de bénéficiaires à l'échelle de l'établissement, les recommandations de ventilation (au titre de l'investissement pédagogique, de l'activité scientifique, de l'ensemble des missions) et le déroulement de la campagne relative à la prime individuelle actuellement en cours au sein de l'établissement (cf. diaporama de présentation – p. 1 à 11).

La C2 n'étant pas convertible en décharge d'enseignement, cela va à l'encontre de la politique d'attribution et de valorisation des fonctions des EC menée jusqu'alors au sein de l'établissement. Les dispositifs des PCA et des PRP permettaient d'introduire une certaine souplesse, soit par une valorisation monétaire soit pour compléter un service afin de permettre aux collègues de s'investir dans leurs missions.

L'établissement a donc fait le choix de recourir à un dispositif réglementaire datant de 2009 qui permet de valoriser des fonctions et de leur attribuer une équivalence de service. De la même manière que pour les PRP, il est possible via ce dispositif de valoriser une activité.

Un travail a été conduit avec les directeurs de composante et la gouvernance qui a abouti au référentiel proposé ce jour au Conseil, permettant ainsi d'avoir un dispositif indemnitaire complet, valorisation des fonctions et prise en compte dans le service, à travers à la fois la C1, la C2, la C3 et les équivalences de service (cf. diaporama de présentation – p. 12 à 17).

– Approbation des lignes directrices de gestion

Le Conseil est invité à statuer sur les lignes directrices de gestion (LDG) relatives au RIPEC (*cf. annexe 6.3*).

Ces LDG ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 21 juin 2022.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag demande ce qu'il advient du régime indemnitaire des enseignants du 2nd degré.

Le VP CA rappelle que les enseignants restent sous le régime des PRP et des PCA.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet ces LDG au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

– Approbation de la liste des fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année universitaire 2022-2023

En application des LDG relatives au RIPEC, le Conseil est invité à statuer sur la liste des fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle C2 pour l'année universitaire 2022-2023 (*cf. annexe 6.3*).

Le VP CA indique que la liste des fonctions diffusée aux membres du CA en amont de la séance contient une erreur : la fonction de direction du SFTLV et du Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) relève non pas du groupe 1 mais du groupe 2.

La liste des fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle C2 a recueilli l'avis favorable du CT le 21 juin 2022.

Ce point ne soulevant pas d'observation, le VP CA soumet cette liste au vote des administrateurs, sous réserve de la correction susmentionnée.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.4 Mise en œuvre des équivalences horaires de service (EQS)

En complément de la présentation réalisée par le DRH en introduction du point 6.3, le VP CA indique que certaines fonctions qui relevaient initialement des PCA et qui ne sont pas intégrées dans la C2, ont été intégrées au régime des EQS (intégration du volume horaire dans le service), et ce sous deux réserves : seules les activités supérieures à 10 heures sont valorisées et les décharges sont plafonnées à 128 heures afin d'assurer le service minimal réglementaire de 64 heures.

Le référentiel soumis au vote du Conseil reprend la liste des activités et leur descriptif ainsi que le volume d'heures pouvant être attribué.

Un travail d'harmonisation entre les composantes a été amorcé mais n'a pu aboutir à ce stade compte tenu du calendrier très resserré de mise en œuvre.

(*cf. annexes point 6.4*).

Ce référentiel a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 21 juin 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT, prend note du seuil plancher des 10 heures de responsabilité. Elle interpelle le Conseil sur le fait que le seuil de 40 étudiants par coordinateur des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAE) et des portfolio risque de poser des difficultés. En effet, deux départements de l'IUT comptent un effectif de 26 étudiants. Aussi cette responsabilité, qui représente un travail considérable de la part des coordinateurs, ne pourra être rétribuée.

Le VP CA indique que la fixation du seuil plancher des 10 heures a vocation à n'intégrer, dans le référentiel des EQS, que des activités dont le volume horaire est relativement conséquent pour justifier une sortie du service.

Madame Dransart précise que dans le cadre du déploiement de la réforme des BUT, la mise en place des SAE nécessite un travail dont le volume est totalement indépendant de l'effectif étudiant, s'agissant des premières années de mise en œuvre au cours desquelles tout est à créer par les équipes.

Prenant la parole, le VP CFVU propose de fixer un seuil plancher de 10 heures pour la coordination des SAE et des portfolio et non plus 0,25 heure par étudiant.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet le référentiel des EQS au vote des administrateurs, sous réserve de la modification susmentionnée.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.5 Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : revalorisation de certains groupes éligibles par le transfert de l'enveloppe budgétaire relative à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) vers l'enveloppe IFSE

LE VP CA invite le DRH à présenter ce point.

La nouvelle bonification indiciaire (NBI) est un dispositif RH applicable aux personnels BIATSS, permettant de valoriser une responsabilité ou une technicité particulière, se matérialisant par l'octroi de points d'indice supplémentaires.

Traditionnellement, l'enveloppe allouée à la NBI était répartie en deux sous-enveloppes au sein de l'établissement, une enveloppe qui listait des fonctions administratives et une autre des fonctions techniques.

La mise en œuvre du dispositif de la NBI posait plusieurs problématiques, de nature réglementaire mais aussi en termes d'équité entre les personnels et de lisibilité de la politique RH.

Comme évoqué en CA du 21 septembre 2021, le dispositif de la NBI est devenu obsolète et n'a pas vocation à évoluer. Un groupe de travail composé de chefs de service et de représentants du personnel s'est réuni pour rediscuter de la cartographie pour l'année à venir. L'administration a soumis trois propositions à l'étude de ce groupe de travail dédié : une remise à plat du dispositif de la NBI, un transfert de l'enveloppe de NBI dans l'enveloppe IFSE et l'abandon de la NBI avec le maintien du montant sous forme d'IFSE pour chaque bénéficiaire actuel.

La proposition d'intégration de l'enveloppe de la NBI dans l'enveloppe IFSE a été retravaillée à la demande des représentants du personnel, cette version amendée a été validée par le groupe de travail et a recueilli l'avis favorable du CT de l'établissement le 21 juin 2022.

Concrètement, il est proposé de transférer l'enveloppe budgétaire de la NBI dans l'enveloppe IFSE avec une majoration de 20 % (couvrant la perte de pension civile).

Certains groupes de fonctions IFSE seront réévalués pour intégrer des responsabilités spécifiques qui sont prises en compte dans la NBI et pas dans la cartographie IFSE actuelle. 12 groupes IFSE seraient revalorisés, portant à 77 le nombre d'agents concernés (+39 bénéficiaires). Enfin, avec la suppression de la NBI, les bénéficiaires actuels, qui n'appartiendraient pas à ces groupes, seraient revalorisés dans les groupes réhaussés (14 personnels concernés).

Cette mesure a vocation à s'appliquer à compter du 1^{er} septembre 2022. Si une évolution du point d'indice intervenait d'ici là, les nouveaux montants proposés seront majorés afin d'être dans la transposition la plus favorable aux agents.

Avec cette proposition, le nombre de bénéficiaires passe de 38 à 95 agents soit 150 % de taux d'augmentation. 41,66 % des personnels BIATSS titulaires bénéficient d'une augmentation de leur régime indemnitaire.

Cette nouvelle répartition est plus juste, plus lisible, transparente et objectivée, les montants sont pérennes et non temporaires comme les points de la NBI.

(cf. annexe 6.5 & diaporama de présentation).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag s'interroge sur le fait que l'établissement supprime ce dispositif alors même que le Ministère n'a pas souhaité le faire. Par ailleurs, il questionne l'administration sur la fongibilité de l'enveloppe de la NBI avec l'enveloppe du RIFSEEP. Il indique que l'attribution de la NBI donne droit à une bonification de pension, sa suppression pénalise donc les agents éligibles.

Prenant la parole, Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), rappelle que la NBI avait vocation à être supprimée après la loi de transformation de la Fonction publique du 6 août 2019. La Direction générale de l'administration et de la Fonction publique (DGAFP) avait alors engagé des négociations avec les organisations syndicales. Compte tenu d'un certain nombre de positionnements assez durs sur la question, la DGFP s'est ravisée avec l'idée de revenir sur ce dispositif qui est aujourd'hui pratiquement confondu avec les dispositifs de type IFSE sur la technicité des fonctions, et notamment sur ce que représente le versement de cette bonification.

Une dizaine d'établissements d'enseignement supérieur se sont lancés dans cette opération et ont supprimé la NBI en termes de versement. Ils reconnaissent différemment la technicité des fonctions, par l'IFSE. Ils ne rendent pas fongible l'enveloppe de la NBI mais ne la distribue plus. Au-delà, il s'agit de se doter d'un schéma cohérent des responsabilités et de leur rémunération,

c'est le pari qui est fait par ce dispositif qui est plus juste parce que d'une part, toutes les catégories en bénéficient ce qui n'était pas le cas auparavant, et d'autre part, il y avait une confusion entre la technicité valorisée dans le cadre de la NBI et celle valorisée dans le cadre de l'IFSE. Un même agent pouvait percevoir à deux titres différents une reconnaissance alors même que d'autres agents n'en percevaient pas du tout pour des fonctions analogues.

Pour compléter, le DRH indique que le groupe de travail a été très sensible au fait d'augmenter significativement le nombre d'agents bénéficiaires.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la revalorisation de l'IFSE à compter du 1^{er} septembre 2022 par le transfert de l'enveloppe budgétaire de la NBI vers l'enveloppe IFSE au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Formation et vie étudiante :

7.1 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2022-2023

Le VP CA invite le VP CFVU à présenter ce point.

Monsieur Polidori précise que la fermeture de certaines formations du SFTLV se justifie par le fait que ces formations n'ont pas trouvé leur public. En ce qui concerne les formations de l'IUT, les fermetures des diplômes universitaires de technologie (DUT) sont concomitantes à l'ouverture des BUT.

La liste des formations autorisées à ouvrir sur 2022-2023 prévoit par ailleurs un adossement systématique des classes TREMLIN aux licences 1. Une autre nouveauté est la création d'une classe TREMLIN en sciences. Enfin, cette liste prévoit l'ouverture du parcours préparatoire au professorat des écoles (PPPE) pour lequel le CA s'était prononcé favorablement en sa séance du 9 novembre 2021 (*cf. délibération n°CA-2021-087*).

(*cf. annexe point 7.1*).

Cette liste a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 16 juin 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Prenant la parole, le Directeur du SFTLV précise que le parcours de LP « Management de l'accompagnement de parcours professionnels » n'ouvrira pas à la rentrée de septembre 2022 faute de porteur. Il invitera l'équipe pédagogique à revisiter complètement ce parcours qui n'a pas pleinement rencontré son public.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet cette liste au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Création de « diplômes d'université englobants » dans le cadre des master cursus en ingénierie (CMI) à compter de l'année universitaire 2022-2023

Le VP CA invite Monsieur Monnet, en sa qualité de coordinateur des CMI, à présenter ce point.

Il est demandé aux établissements porteurs de CMI de proposer une formulation sous forme de diplômes. Il est apparu que les étudiants ayant obtenu le label avaient du mal à le valoriser. La création d'un DU a semblé une bonne solution pour y remédier. Par ailleurs, la création de diplômes facilite l'obtention par un certain nombre de CMI de titres d'ingénieur européen (label EUR-ACE). Une réflexion a été conduite au sein du Réseau Figure sur la création d'un diplôme à l'échelle nationale de niveau bac+5, mais cette démarche aurait eu pour effet de gommer l'identité différenciante des CMI. Le format des DU est apparu l'option la plus adaptée.

En interne, la création de ces DU englobants est portée par le SFTLV avec l'affectation d'un ingénieur d'études dédié.

Six créations de DU englobants sont soumises au vote du Conseil : ingénierie en histoire et multimédia, modélisation géographique des territoires, ingénierie informatique, ingénierie de la production alimentaire, ingénierie de la production végétale, ressources en eau et environnement.

Au niveau financier, chaque DU englobant coûte en théorie 30k€ soit un budget global de 180k€. Avec la mutualisation des enseignements, des économies considérables ont pu être réalisées : le coût pédagogique des six CMI cumulés est de 64,4k€ au lieu de 180k€ prévus initialement. Si on rajoute en coûts complets les PRP, le coût de fonctionnement se porte à 77,1k€.

Dans le budget de fonctionnement de ces DU englobants, une demande de financement de 1,7k€ par CMI a été ajoutée pour pouvoir financer les déplacements des responsables pédagogiques ou du coordinateur des CMI aux assemblées générales du Réseau Figure. Un budget communication a également été prévu, d'un montant prévisionnel de 10k€, portant le budget total des six DU englobants à 87,3k€.

Au niveau des frais d'inscription pour cette double diplomation, Avignon Université a opté pour la gratuité.

(cf. annexes point 7.2).

En complément, le VP CA précise qu'il ne s'agit pas ici de créer une dépense supplémentaire, les DU englobants étant la transformation en diplômes des enseignements spécifiques suivis par les étudiants de CMI.

La CFVU a émis un avis favorable à l'unanimité à la création de ces dix DU englobants en sa séance du 16 juin 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la création de ces six DU englobants au votes des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.3 Approbation de l'offre des unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation (UEO/R) au titre de l'année universitaire 2022-2023

Le VP CFVU présente la liste des UEO/R pour l'année universitaire 2022-2023.

Le catalogue des UEO est très fourni, entre 130 et 140 UEO proposées chaque année aux étudiants de licence. Ces UEO sont portées par les composantes mais également par le SUAPS, la Maison de la culture et de la vie de campus (MCVC), la Maison de l'international (MDI), le Relais Handicap et le Service d'accompagnement à la formation, l'insertion et la réussite étudiante (SAFIRE).

Compte tenu des demandes de création qui affluent, la CFVU régule le volume de cette offre. La Commission a accepté onze demandes de création dont trois financées par des moyens ORE ou issus du NCU CAPACITE, a refusé une création et a supprimé neuf UEO.

Le coût total prévisionnel de l'offre UEO 2022-2023 se porte à 292k€ pour l'accueil d'un effectif de 4 800 étudiants chaque semestre, correspondant à l'effectif total étudiant en licence.

L'offre des UER est intégralement financée par les moyens ORE. A l'exception de la licence de droit, l'ensemble des licences de l'établissement ont intégré les dispositifs ALLURE prévus dans le cadre du projet NCU CAPACITE. L'efficacité de la dépense pourra se mesurer d'ici deux à trois ans, à la lumière des taux de réussite étudiante qui devraient évoluer favorablement.

Le coût total prévisionnel de cette offre des UER se porte à 63k€.

(cf. annexes 7.3).

L'offre des UEO/R 2022-2023 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en ses séances des 28 avril et 19 mai 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Laurant fait observer que le montant très significatif de l'enveloppe dédiée aux UEO pose question, alors même que l'établissement n'est pas en capacité par ailleurs d'ouvrir des formations en alternance ou en apprentissage.

Monsieur Polidori précise que les UEO font partie des 30 crédits ECTS semestriels. Si ces unités d'enseignement étaient supprimées au profit d'enseignements disciplinaires ou d'autres unités transversales, il n'y aurait plus de maîtrise du coût et cela pourrait engendrer une hausse significative de la dépense. Les coûts de ces UEO ont été calculés à minima.

Prenant la parole, le Président concède que les UEO s'adressent aux quelques 5 000 étudiants, rapportés à des groupes de 20, le coût fixe est compréhensible. Néanmoins, si l'on observe de près les UEO proposées, certaines thématiques interrogent. Un travail de remise à plat sera prochainement engagé afin de rationaliser l'offre.

En complément, Madame Audrey Abonnen, Vice-présidente déléguée à la vie universitaire (VP VU), rappelle que l'offre des UEO a vocation à permettre aux étudiants de s'affranchir de leur parcours disciplinaire pour découvrir d'autres champs. Par ailleurs, ces UEO proposent une approche transversale des compétences qui viennent rencontrer des notions de préprofessionnalisation. Madame Abonnen confirme qu'un travail d'harmonisation des compétences et de recentrage de ces UEO est en projet et sera engagé très prochainement.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet cette offre des UEO/R 2022-2023 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année universitaire 2022-2023 (1^{ère} vague)

Le VP CA invite la VP VU à présenter ce point.

Les projets 2022-2023 retenus par la Commission CVEC en sa séance du 31 mai dernier sont pour partie des projets récurrents portés par la MCVC tels que l'organisation des pré-rentrees, l'accompagnement social, la transmission, un projet de billetterie solidaire, et d'autre part trois nouveaux projets : la prévention des risques festifs, la formation des élus et des bénévoles associatifs, et le relais vie étudiante.

Le SUAPS porte quant à lui un projet de gratuité de l'accès à différentes activités et de soutien au sport en compétition universitaire, la MDI porte deux projets : l'accueil des étudiants internationaux (comprenant le financement d'hébergement d'urgence) et le financement de la plateforme *LivingFrance* (facilitation des démarches administratives à accomplir par les étudiants internationaux).

Le montant total de ces projets se porte à 221k€.

(cf. annexe point 7.4).

La programmation des actions CVEC 2022-2023 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU le 16 juin 2022.

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA soumet cette programmation des actions au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Affaires institutionnelles :

8.1 Changement de nom du Laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC)

Le Conseil de laboratoire du LaPEC a initié une demande de changement de nom n'impactant pas son acronyme. Le nouveau nom soumis au vote du Conseil est le suivant : Laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire.

(cf. annexe point 8.1).

La Commission de la recherche et la Commission chargée des règlements et statuts se sont prononcées favorablement à cette nouvelle dénomination respectivement les 23 et 24 juin 2022.

Le VP CA soumet ce changement de nom au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8.2 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 31 mai 2022)

Les membres du Conseil sont informés des conventions signées par le Président au titre de la délégation de pouvoir consentie par le CA (cf. annexe point 8.2).

Ce point ne soulève aucune observation de la part des administrateurs.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

8.3 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2022-2023

Le VP CA présente le calendrier prévisionnel des séances du Conseil en formation plénière pour l'année universitaire 2022-2023 (cf. annexe point 8.3).

Ce point ne soulève aucune observation de la part des administrateurs.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

9. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h05.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP

